HAL open science

Le Coq, le Chapon et la Flandre : étude comparée des rues d'Aubervilliers et de leurs habitants (1881-1921)

Madeleine Leroy, Paul Mayens

To cite this version:

Madeleine Leroy, Paul Mayens. Le Coq, le Chapon et la Flandre : étude comparée des rues d'Aubervilliers et de leurs habitants (1881-1921). 2020. hal-04608319

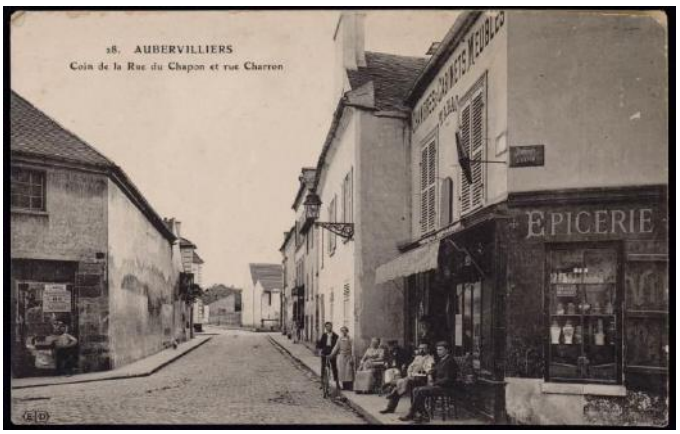
HAL Id: hal-04608319

https://hal.science/hal-04608319v1

Preprint submitted on 11 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



La rue Chapon à Aubervilliers à la fin du XIXe siècle

(Archives municipales d'Aubervilliers, 4Fi0343)

LE COQ, LE CHAPON ET LA FLANDRE : ÉTUDE COMPARÉE DES RUES D'AUBERVILLIERS ET DE LEURS HABITANTS (1881-1921)

Madeleine LEROY

Paul MAYENS

La route de Flandre à la fin du XIXe siècle

(Archives municipales d'Aubervilliers, 4Fi0384)

Table des matières :

Introduction : Aubervilliers au tournant du XXe siècle 3

I. Une banlieue populaire entre maraîchage et industrie ? 8

I.1. Inscription spatiale et transformation des professions 8

I.2. Inactifs et journaliers : le halo du travail 11

II. Ménages et individus : appréhender les évolutions sociales ... 13

II.1. Classes d'âges et structures familiales 13

II.2. Entre mobilité et stabilité : le renouvellement des habitants 16

Conclusion 21

Bibliographie 22

Annexes 24

Introduction : Aubervilliers au tournant du XXe siècle

« Dans la banlieue nord de Paris, il y a une ville terrible et charmante. En elle confluent les déchets, les résidus, les immondices sans nom que produit la vie d'une capitale. Là vont les bêtes crevées, les animaux de boucherie que les vétérinaires refusent à la consommation, les chevaux qui meurent à la peine sur la voie publique ; là, par barriques chaudes et fumantes, va le sang des abattoirs, vont les vidanges. Et jusqu'aux boulevards de cette ville, s'étend la campagne la plus fertile de l'Île-de-France, les champs qui donnent un blé dru et fort, les marais où croissent, malgré l'hiver, les vigoureux légumes. [...] C'est Aubervilliers-la-Poudrette et Aubervilliers-la-Fleurie ; la ville où l'on cuit les cadavres et où l'on multiplie les récoltes ; la ville aux deux figures, l'antique et la moderne ; la chaudière de l'enfer et la corbeille du Printemps »[1]. C'est par cette description saisissante que Léon Bonneff, journaliste et écrivain né en 1882, commence son célèbre ouvrage sur Aubervilliers. Il présente ainsi une ville en pleine transformation, dans laquelle les anciennes activités de maraîchage[2] se trouvent concurrencées par le développement de l'industrie et des activités générant de fortes nuisances comme les abattoirs ou la vidange des déchets parisiens, acheminés par le canal de Saint-Denis[3].

Ces métamorphoses ne sont pas une spécificité d'Aubervilliers mais s'inscrivent de manière plus générale, pour reprendre l'expression de Jean-Paul Brunet, dans « la constitution d'un espace urbain » autour de Paris à la fin du XIXe siècle[4]. Sous l'effet de la croissance démographique, de l'étalement urbain et de l'industrialisation, les communes proches de Paris se transforment et leur territoire subit des reconfigurations diverses au profit de la ville-capitale. Le département de la Seine concentre en effet la moitié de la croissance urbaine du XIXe siècle, notamment dans les villes industrielles comme Ivry, Saint-Denis ou Aubervilliers[5]. Ainsi si Saint-Denis passe de 51 000 habitants en 1891 à 60 000 en 1901[6], Aubervilliers connaît une évolution similaire, passant de 25 000 habitants à 31 000 sur la même période[7]. En dix ans, le nombre de maisons augmente de 25 %, passant de 1 600 à 2 000. Si l'industrialisation marque déjà profondément le tissu urbain d'Aubervilliers, à l'image de l'usine Plinet rue de la Haie-Coq (cf. ci-dessous), la ville et ses habitants ne sauraient s'y résumer. En effet, Jean-Paul Brunet souligne le fait qu'au début du XXe siècle, à Saint-Denis et Aubervilliers, l'emprise

[1] BONNEFF Léon, *Aubervilliers*, Talence, L'Arbre vengeur, 2018.
[2] GAULIN Chantal, « Horticulteurs et maraîchers parisiens de la seconde moitié du XIXe siècle à la Première Guerre mondiale », *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée* 34 (1), 1987, pp. 113-123.
[3] BACKOUCHE Isabelle, « Mesurer le changement urbain à la périphérie parisienne. Les usages du Bassin de La Villette au XIXe siècle », *Histoire et mesure* XXV (XXV-1), 15.07.2010, pp. 47-86.
[4] BRUNET Jean-Paul, « Constitution d'un espace urbain : Paris et sa banlieue de la fin du XIXe siècle à 1940 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 40 (3), 1985, pp. 641-659.
[5] BELLANGER Emmanuel, « La traversée historique du Grand Paris », *Mouvements* n74 (2), 2013, pp. 52-62.
[6] BRUNET Jean-Paul, *op. cit.*
[7] Archives municipales d'Aubervilliers, 1F6 et 1F8.

spatiale de l'agriculture demeure forte (elle concerne encore environ 20 % du territoire communal)[8]. À cela s'ajoute toute une population d'employés, de petits commerçants, d'artisans et des représentants du « peuple de la rue »[9], selon l'expression d'Antoine Prost, qui viennent nuancer l'image d'une ville toute entière tournée vers l'industrie.

Fig. 1 : La rue de la Haie Coq à Aubervilliers à la fin du XIXe siècle[10]

Certains de ces petits commerçants, étudiés par Claire Zalc pour l'entre-deux-guerres[11], sont nés à l'étranger et se sont installés dans les banlieues proches de Paris. Claire Zalc montre ainsi l'importance des réseaux et des solidarités professionnelles dans les logiques d'installation des commerçants italiens à Pantin et Aubervilliers à partir des années 1920. Les Italiens ne sont cependant pas les seuls étrangers présents à Aubervilliers au début du XXe siècle, comme le montre Natacha Lillo en se penchant sur l'émergence d'une « petite Espagne » à la frontière des communes de Saint-Denis et d'Aubervilliers sous l'effet de l'arrivée d'immigrés venus d'Estrémadure se faire embaucher dans les usines de chimie et de sidérurgie du nord de Paris[12].

Cette histoire longue et complexe se traduit également par une morphologie urbaine variée, laquelle se donne à voir sur les cartes de l'époque[13] comme sur les cartes postales conservées dans les archives de la mairie d'Aubervilliers[14]. Ainsi, rien de très commun entre les anciens corps de ferme de la plaine des Vertus au nord de la ville, organisés autour d'une cour centrale, les petites maisons individuelles

[8] BRUNET Jean-Paul, *op. cit.*
[9] PROST Antoine, « La rue de la Goutte-d'Or et la rue Polonceau entre les deux guerres », *Le Mouvement social* (182), 1998, JSTOR, pp. 9-27.
[10] Archives municipales d'Aubervilliers, 4Fi278
[11] ZALC Claire, « Petits entrepreneurs étrangers en ville. Localisations urbaines, réseaux migratoires et solidarités professionnelles dans la Seine pendant l'entre-deux-guerres », *Histoire urbaine* n4 (2), 2001, pp. 67-82.
[12] LILLO Natacha, *La Petite Espagne de la Plaine-Saint-Denis : 1900-1980*, Paris, Éditions Autrement, 2004.
[13] BRUNET Jean-Paul, *op. cit.*
[14] Archives municipales d'Aubervilliers, série Fi, sous-série 4Fi.

à proximité de la mairie et de l'Église, datant du XVIIIe siècle[15], les espaces en friche ou de débarquement de marchandises à proximité du canal et les immeubles de rapports de la route de Flandre à l'est de la ville, construits à partir du début du XIXe siècle[16].

À la veille de la Première Guerre mondiale, Aubervilliers apparaît donc comme une périphérie largement industrialisée, mais néanmoins marquée par son passé agricole, dominée par la capitale parisienne et dont la population diverse s'est largement accrue sous l'effet de l'exode rural, de la croissance démographique et des migrations internationales. Le présent travail, à travers une approche quantitative à l'échelle micro, se propose d'affiner notre compréhension des dynamiques urbaines, économiques et démographiques de la ville d'Aubervilliers et de ses habitants. La mise en série des habitants des immeubles choisis et leur comparaison permet donc de nuancer l'idée du simple passage d'un « bourg rural à une ville industrielle »[17]. En outre le suivi longitudinal des immeubles permet de questionner des phénomènes comme la stabilité résidentielle ou l'évolution des structures familiales selon les différents quartiers.

Délimitations spatiales et temporelles

Afin de pouvoir étudier la reconfiguration d'Aubervilliers et de sa population au tournant du XXe siècle, les registres de dénombrement de la ville ont été notre principale source, dans la lignée des travaux d'Antoine Prost[18] sur les quartiers populaires de Paris, qui, à partir de ces sources administratives, tire des informations riches sur la vie des populations (profession, structures familiales...). Cependant, plutôt que d'envisager l'étude exhaustive d'une rue qui ne représenterait qu'un seul quartier, nous avons centré notre travail sur trois immeubles situés en différents points de la ville, afin de tenter de montrer en quoi Aubervilliers est une ville composite, agglomération d'espaces aux populations diversifiées.

Les dénombrements ont été effectués par la municipalité d'Aubervilliers pour les années 1820, 1841, 1866, puis tous les cinq ans de 1881 jusqu'en 1946 (sauf en 1916 et 1941)[19], sous la direction de la Statistique Générale de France, avant la réalisation systématique du recensement à l'échelle nationale par l'INSEE. Notre objet d'étude étant les transformations de la ville au tournant du XXe siècle, nous avons commencé l'étude de nos immeubles avec le registre de 1881, afin d'avoir un recul de vingt

[15] DESSAIN Jacques, FATH Claude, KARMAN Jean-Jacques, *Histoire des rues d'Aubervilliers,* Aubervilliers, *Editions du journal d'Aubervilliers,* recueil des tomes 1, 2 et 3, 1987, p. 23.
[16] *Ibid*.
[17] *Aubervilliers, du bourg rural à la ville industrielle,* Aubervilliers, 1986. Catalogue de l'exposition « Aubervilliers avant - après au XIXe siècle", Espace Renaudie du 13 décembre 1986 au 31 janvier 1987.
[18] PROST Antoine, *op. cit.*
[19] Archives municipales d'Aubervilliers, série F, sous-série 1F, 1F1-1F18.

ans sur la fin du XIXe siècle. Par ailleurs, utiliser les recensements effectués sous la IIIe République plutôt que les précédents présente l'avantage majeur d'assurer la régularité du suivi ainsi que la normalisation des catégories du dénombrement : si certaines catégories (nationalité, nom du patron...) apparaissent au fil du temps, les catégories initiales (nom, prénom, profession, situation dans le ménage…) restent identiques, ce qui permet une mise en série plus aisée. Au vu de l'ampleur de notre enquête, nous n'avons sélectionné qu'un registre sur deux, afin de pouvoir effectuer un suivi des individus tous les dix ans. Enfin, plutôt que de reprendre une périodisation classique s'arrêtant en 1914 et la fin de la Belle Époque, nous avons choisi d'intégrer le registre de 1921 à notre étude afin d'observer l'impact de la Grande Guerre sur les populations et le territoire albertivillariens[20].

Comme le montre Léon Bonneff[21], loin d'être un ensemble homogène, en 1900, Aubervilliers est un espace, ou plutôt une mosaïque d'espaces en pleine mutation urbaine et sociale. Les trois immeubles sélectionnés ont donc été volontairement choisis dans trois territoires différents[22] et bien identifiés de la ville, afin de pouvoir observer les effets sociaux de cette hétérogénéité territoriale, du point de vue des populations qui y vivent et de la manière dont elles évoluent sur notre période d'étude. La première difficulté a été de trouver des immeubles stables, présents dans les cinq registres étudiés. En effet, certains immeubles apparaissent dans un registre alors qu'ils n'étaient pas dans le précédent, tel le numéro 43 de la rue de la Haie Coq qui apparait dans le registre de 1891 : cela peut s'expliquer par la construction de nombreux bâtiment pour répondre à la forte croissance urbaine, ou par un changement de fonction des immeubles. En effet, seuls les immeubles résidentiels sont pris en compte dans le dénombrement, puisque ce sont les ménages et non les entreprises qui intéressent l'autorité publique, d'où l'absence de certains numéros. D'autres immeubles, comme ceux de la rue Chapon, ne sont pas très bien différenciés les uns des autres, puisqu'il s'agit probablement d'un ancien bâtiment unique pour lequel les numérotations se révèlent parfois fluctuantes : nous avons donc choisi de prendre le corps de bâtiments dans son ensemble. Enfin, afin de pouvoir effectuer des comparaisons sur des effectifs équivalents, nous avons sélectionné plusieurs immeubles dans la rue de la Haie Coq afin d'avoir des populations qui ne soient pas trop déséquilibrées d'une rue étudiée à l'autre (entre trente et cinquante individus statistiques par immeuble ou groupe d'immeubles environ).

[20] Archives municipales d'Aubervilliers, 1F4, 1F6, 1F8, 1F10, 1F11.
[21] BONNEFF Léon, *op. cit*
[22] Cf. Fig. 2

Fig. 2 : Aubervilliers en 1921 (photographie aérienne, IGN)

(1) : 39-43 rue de la Haie Coq, (2) : 1-5 rue Chapon, (3) : 23 route de Flandre

Ainsi, nous avons finalement sélectionné les trois immeubles ci-dessus. Aux numéros 1 à 5 de la rue Chapon, on trouve un ancien corps de ferme situé dans le centre historique d'Aubervilliers, au cœur de la Plaine des Vertus, espace de la banlieue parisienne historiquement tourné vers le maraîchage. Les immeubles situés aux numéros 39 à 43 de la rue de la Haie Coq sont situés à l'ouest du canal, au cœur de la Plaine Saint Denis, espace industriel par excellence. Enfin, le numéro 23 de la route de Flandre (devenue aujourd'hui l'avenue Jean Jaurès), qui marque la limite est de la ville, est un immeuble de rapport au cœur du quartier ouvrier des Quatre-Chemins, surnommé « la petite Prusse », entre Aubervilliers et Pantin, car c'est un territoire d'immigration dès les années 1850.

L'analyse des catégories socioprofessionnelles apparaît tout d'abord comme un moyen d'appréhender les changements d'activités dominantes dans les différents quartiers étudiés. Les catégories mobilisées par les agents du recensement sont également à interroger et témoignent d'une certaine conception du travail ou des liens familiaux. Enfin, l'étude exhaustive de la population d'un groupe d'immeubles situés en différents points de la ville permet de rendre compte des structures familiales, du vieillissement des habitants ou de la fréquence des déménagements et de comparer l'évolution de ces phénomènes dans les espaces étudiés.

I. Une banlieue populaire entre maraîchage et industrie ?

I.1. Inscription spatiale et transformation des professions

L'analyse des professions enregistrées par le dénombrement[23] montre une homogénéité sociale extrêmement forte dans ces immeubles : seul un couple de « propriétaires » résidant au numéro 3 de la rue Chapon en 1881 peut être qualifié de bourgeois, et les classes moyennes, qui n'apparaissent qu'à la fin de la période, ne représentent qu'une part extrêmement faible de la population étudiée (1 % des individus de plus de 13 ans recensés en 1911, 4 % en 1921). On peut donc considérer que la population étudiée appartient quasi exclusivement aux classes populaires. Par ailleurs, cette population est très largement ouvrière : les ouvriers et manœuvres représentent entre 15 % (en 1901) et 32 % (en 1921) de la population active sur la période. Cependant, si on leur ajoute les journaliers, dont on peut supposer que beaucoup d'entre eux travaillent dans l'industrie (cf. I.2), ainsi que les petits cadres et gens de métier (parmi lesquels on trouve les contremaîtres ainsi que de nombreux artisans), dont la majorité travaille dans les mêmes usines que les ouvriers, la part de ce qu'on appellera ici la « population industrielle » au sein de la population active varie alors entre 44 % (en 1881) et 72 % (en 1911), soit une très large majorité de la population étudiée. Ces chiffres sont proches de ceux de Jean-Paul Brunet, qui estime à 68 % la part des ouvriers dans la population active de Saint-Denis en 1921[24], confirmant l'image d'Aubervilliers comme banlieue populaire très largement industrielle. L'intérêt de l'analyse quantitative est cependant ici de montrer les nuances et différences entre les divers espaces de la ville, et leur évolution.

Historiquement un lieu important de la culture maraîchère francilienne, la plaine des Vertus s'urbanise et se transforme très rapidement dans la deuxième moitié du XIXe siècle, comme le constate Victor-Eugène Ardouin-Dumazet dans son *Voyage en France* en 1921. « Le « marais » où [l'artichaut de la plaine des Vertus] fut récolté est recouvert de constructions, car le village rustique est devenu ville de près de 40.000 habitants »[25], bien que « l'ancien bourg [ait] conservé ses vieux logis et la physionomie d'une lointaine petite ville provinciale »[26]. Ainsi, aux numéros 1 à 5 de la rue Chapon, l'évolution la plus frappante sur la période étudiée est la disparition quasi-complète du groupe des

[23] Cf. Annexes 1.1, 1.2, 1.3
[24] BRUNET Jean-Paul, DUPONT Jean-Yves et REBERIOUX Madeleine, *Saint-Denis, la ville rouge: socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980.
[25] ARDOUIN-DUMAZET Victor-Eugène, *Voyage en France. 65, Banlieue parisienne. 2, Région nord et nord-est. Deuxième partie, Plaine des vertus, Plaine Saint-Denis, le Pays de France, Forêt et vallée de Montmorency, la Boucle d'Argenteuil*, Paris, 1921.
[26] *Ibid*.

cultivateurs et métiers agricoles et petits commerçants au profit des ouvriers et autres métiers industriels[27]. Là où les cultivateurs représentaient 35,7 % des actifs en 1891, ils ne comptent plus que pour 2,9 % d'entre eux en 1921, tandis que la part des commerçants chute de 21,4 % à 5,7 %. A l'inverse, sur la même période, la part des ouvriers parmi les actifs passe de 14,3 % à 28,6 %, et celle des petits cadres et gens de métier (dont la plupart travaillent en usine) progresse de 3,6 % à 20 %. Ainsi, entre 1891 et 1921, la population industrielle représente en moyenne 61,6 % de la population active des immeubles étudiés, ce qui semble confirmer l'idée que l'industrialisation concerne Aubervilliers dans son ensemble, et pas seulement les périphéries des usines. On constate par ailleurs que les employés sont quasiment absents de ces immeubles (un seul individu en 1901) et les classes moyennes le sont complètement.

« Une longue et large avenue venant de Pantin coupe la route de Flandre. L'intersection, appelée les Quatre Chemins, est le point le plus vivant de l'énorme agglomération ouvrière. […] Sur la chaussée, bordée d'usines, s'ouvrent des rues elles-mêmes jalonnées par des manufactures souvent énormes. L'aspect est plus industriel encore que celui des grandes ruches de travail du Nord ; partout des fabriques ; dans beaucoup de voies elles sont plus nombreuses que les maisons »[28]. Cependant, au numéro 23 de la route de Flandre, la population industrielle représente 47,9 % de la population active entre 1891 et 1921[29] ; bien que cette proportion soit évidemment importante, elle est nettement plus faible que dans les autres immeubles. C'est en effet dans cet immeuble que la diversité des professions est la plus forte, avec notamment une forte représentation des groupes sociaux des petits commerçants et des employés, qui représentent en moyenne respectivement 20,6 % et 12,1 % de la population active entre 1891 et 1921. On peut d'ailleurs supposer qu'au moins un commerce était installé au rez-de-chaussée de cet immeuble de rapport, donnant sur la grande avenue.

Enfin, la rue de la Haie Coq se situe dans la Plaine Saint-Denis, l'un des plus importants quartiers industriels de la région parisienne : « le Landy, toute la Plaine Saint-Denis, l'avenue de Paris sont occupés par d'autres usines produisant les acides, les extraits tinctoriaux, une foule de matières chimiques aux noms souvent difficiles à prononcer et surtout des engrais, des couleurs, des vernis »[30]. De façon logique, les métiers industriels concernent la grande majorité de la population active de ces immeubles[31], notamment au numéro 43, sans doute un immeuble de garnis, car il est habité par de nombreux jeunes hommes isolés qui travaillent dans différentes usines de la ville. Ainsi, les ouvriers

[27] Cf. Annexes 2.1, 2.2, 2.3
[28] ARDOUIN-DUMAZET Victor-Eugène, *op. cit.*
[29] Cf. Annexes 3.1, 3.2, 3.3
[30] ARDOUIN-DUMAZET Victor-Eugène, *op. cit.*
[31] Cf. Annexes 4.1, 4.2, 4.3

et manœuvres et les journaliers représentent entre 43,4 % (en 1891) et 83,8 % (en 1911) de la population active. Si l'on ajoute à ces chiffres les petits cadres et gens de métier, la population industrielle représente alors en moyenne 79,3 % des actifs entre 1891 et 1921. Une différence avec les immeubles de la rue Chapon et de la route de Flandres, est la faible part des petits commerçants dans la population active, puisqu'ils représentent toujours moins de 10 % de celle-ci. Cela peut peut-être s'expliquer par le type d'immeubles propres à l'urbanisation de la plaine Saint-Denis, où les nombreuses usines côtoient des immeubles dits « de garni », dortoirs pour les ouvriers et non des immeubles d'habitation plus anciens comme on peut en trouver à d'autres endroits dans la ville.

Ainsi, si la population de ces immeubles reflète bien l'image attendue d'Aubervilliers comme une banlieue populaire et industrielle, chaque groupe d'immeubles possède ses spécificités, liées au peuplement et à l'histoire des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Par comparaison, rue de la Goutte d'or et la rue Polonceau (XVIIIe arrondissement) dans l'Entre-deux-guerres, étudiés par Antoine Prost[32], l'importance de la population ouvrière dans les immeubles parisiens est indéniable (45,7 % des actifs de la rue de la Goutte d'Or en 1926, 49,7 % pour ceux de la rue Polonceau), mais elle est moins écrasante qu'à Aubervilliers, et l'on y retrouve légèrement plus d'employés et de classes moyennes, ce qui illustre la diversité des formes des quartiers populaires urbains au début du XXe siècle, même dans un espace aussi géographiquement restreint que le nord du département de la Seine.

[32] PROST Antoine, *op. cit.*

I.2. Inactifs et journaliers : les incertitudes autour de la définition du travail

Si les nomenclatures administratives utilisées pour décrire et circonscrire les différentes catégories socioprofessionnelles « reflètent les transformations de l'organisation économique et de la codification de celle-ci, à travers des règles de droit, des lois et des conventions »[33], leurs limites sont sans doute tout aussi révélatrices de ces conceptions juridiques et sociales de l'activité économique. En effet, les données du recensement ne permettent pas ou mal d'identifier certaines formes de travail, et en invisibilisent d'autres.

Parmi les groupes sociaux que l'on a tenté d'identifier à la suite d'Antoine Prost, celui des journaliers et journalières tend à poser problème. Les journaliers représentent entre 19 % (en 1891) et 51 % (en 1911) des actifs[34] : c'est presque systématiquement le groupe d'actifs le plus important, avec les ouvriers et manœuvres. Cependant, cette catégorie utilisée par les agents du recensement est très vague : elle désigne le type de contrat des personnes employées à la journée, et non la réalité du travail concret. Il peut aussi bien s'agir de journaliers ouvriers que de journaliers agricoles, ce qui peut avoir une incidence importante lorsque l'on tente d'appréhender quantitativement la transformation d'Aubervilliers en une ville industrielle. L'introduction de la catégorie « nom du patron » à partir de 1901 donne des indices sur l'appartenance du journalier à l'une ou l'autre de ces catégories puisque certains patrons emploient d'autres individus, lesquels sont quasi-exclusivement des ouvriers, ce qui permet de formuler une hypothèse sur le type d'activité de l'entreprise en question. Cependant, cela ne donne que des informations partielles et peu fiables, puisque le nom du patron manque pour 39 % des journaliers pour les registres où celui-ci est indiqué. Le choix a donc été fait de garder cette catégorie telle quelle plutôt que de tenter de la répartir artificiellement entre les métiers agricoles et ouvriers. A minima, il est cependant possible de rattacher les journaliers à la « classe inférieure »[35] définie par Antoine Prost, ceux-ci appartenant en effet aux franges les moins stabilisées des classes populaires.

La catégorie la plus importante[36] parmi les groupes sociaux définis demeure cependant invariablement celle des inactifs. Ceux-ci représentent entre 35 % (en 1911) et 52 % (en 1881) des individus. Là aussi, il s'agit d'une catégorie composite qu'il faut décomposer, pour tenter de distinguer inactifs réels et apparents. L'INSEE qualifie de « halo » du chômage l'ensemble des formes d'interaction entre emploi et inactivité qui n'entrent pas dans la définition stricte du chômage telle qu'elle est définie depuis 1896 par l'Office du travail ou telle qu'elle le sera après la Grande Guerre par le BIT. De

---

[33] DESROSIERES Alain et THEVENOT Laurent, *Les catégories socio-professionnelles*, Paris, Éditions la Découverte, 2002.
[34] Cf. Annexe 1.3
[35] PROST Antoine, « Des registres aux structures sociales en France. Réflexions sur la méthode », *Le Mouvement Social* 246 (1), 2014, Cairn.info, pp. 97-117. En ligne: <https://doi.org/10.3917/lms.246.0097>.
[36] Cf. Annexe 1.2

la même façon, on utilisera ici le terme de « halo » du travail pour tenter d'appréhender les diverses formes de travail dont la délimitation reste floue, qui ne sont peu ou pas prises en compte par les catégories du dénombrement.

Parmi ces inactifs, on trouve logiquement les individus de moins de 13 ans, scolarisés de façon systématique depuis les lois Ferry de 1881-1882 et qui, a priori, ne travaillent donc pas ou très peu. Cependant, les individus inactifs de plus de 13 ans représentent tout de même une part importante de la population en âge d'être active selon les années – entre 24 % (en 1881) et 31 % (en 1901). Parmi ces inactifs, on trouve 88 à 100 % de femmes. Ces résultats sont peu surprenants, puisque, comme l'écrit Françoise Battagliola, « l'activité laborieuse des femmes a posé d'épineux problèmes aux concepteurs des catégories censées saisir, classer, dénombrer de façon exhaustive et rigoureuse toute forme de travail »[37]. Si la reconnaissance du travail domestique comme travail productif[38] est une question récente des sciences sociales et serait anachronique dans l'interprétation de ces registres, on observe des différences significatives entre les recensements quant à l'appréhension du travail féminin, lesquelles renvoient à l'instabilité de catégories qui «oscillent en effet entre un relevé individuel et un relevé familial des professions »[39]. En effet, les mêmes femmes se voient attribuer la même profession que leur mari ou aucune selon les années. Ainsi, Anna G., née en 1856 et mariée à Henri L., marchand de toiles, est également inscrite comme « marchande de toiles » dans les recensements de 1881 et 1891 et comme « sans profession » dans celui de 1901. Cet effacement du travail des femmes est confirmé par les instructions données aux administrations : « une des notes introductives au recensement de 1891 rappelle d'ailleurs que « la femme, lors même qu'elle aiderait son mari dans sa profession, devra être classée à la famille, à moins qu'elle n'ait elle-même une profession distincte » »[40]. Cette « cécité statistique »[41] dénoncée par Sylvie Schweitzer contribue à rejeter de nombreuses femmes qui étaient sans doute actives aux côtés de leur mari dans le « halo » du travail, du fait de l'étroitesse de la définition statistique, guidée par des conceptions normatives sur la place que devrait tenir la femme au sein du ménage : « l'Etat recenseur collabore largement à l'organisation de l'invisibilité du travail des femmes »[42], mais également de l'évolution de cette « cécité » dans le temps, sans doute en raison de la normalisation progressive des procédures.

[37] BATTAGLIOLA Françoise, *Histoire du travail des femmes*, Paris, Éditions la Découverte, 2008.
[38] CHADEAU Ann, FOUQUET Annie et THELOT Claude, « Peut-on mesurer le travail domestique ? », *Economie et Statistique* 136 (1), 1981, pp. 2942. En ligne: <https://doi.org/10.3406/estat.1981.4521>.
[39] BATTAGLIOLA Françoise, op. cit.
[40] SCHWEITZER Sylvie, *Les femmes ont toujours travaillé: une histoire de leurs métiers, XIXe et XXe siècle*, Paris, Editions Odile Jacob, 2002.
[41] *Ibid.*
[42] *Ibid.*

II. Ménages et individus : appréhender les évolutions sociales

II.1 Classes d'âges et structures familiales

« En 1921, malgré un fort apport d'immigrants et un certain rattrapage de naissances, on retrouve à peine avec 39,1 millions, le niveau [de population] de 1881 »[43]. Par cette phrase, Jacques Vallin résume la situation démographique de la France au lendemain de la Première Guerre mondiale. Précocement malthusienne, celle-ci subit d'autant plus violemment le choc démographique que représente la guerre, laquelle fait 1,4 millions de victimes directes auxquelles il faut ajouter le déficit des naissances[44]. Au-delà de la seule question du choc démographique de 1914-1918, l'étude des registres de dénombrement à Aubervilliers permet d'appréhender la manière dont cette ville de proche banlieue parisienne, en forte croissance démographique entre 1881 et 1921 (elle passe en effet de 19 462 à 40 180 individus sur cette période), s'intègre dans ces évolutions nationales. Ainsi des phénomènes comme le vieillissement de la population semblent observables dès le début du XXe siècle.

La population des immeubles étudiés apparaît pourtant relativement jeune : la moyenne d'âge est de 30 ans entre 1881 et 1921. Cependant, cette moyenne masque une évolution importante sur notre période d'étude. En effet, l'âge moyen des habitants des immeubles étudiés passe de 27 ans en 1881 à 34 ans en 1911. Ce recul s'explique principalement par une forte diminution du nombre d'individus âgés de moins de 20 ans entre 1881 et 1911, comme le montrent les graphiques suivants.

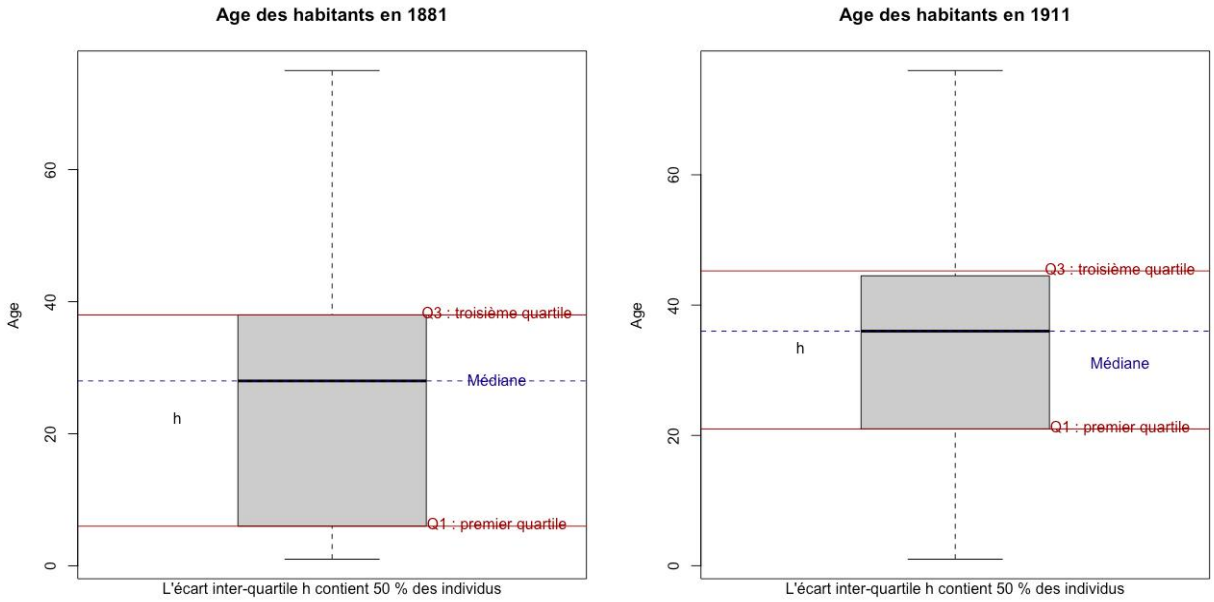


Fig. 3 : Distribution des âges des habitants des immeubles albertivillariens étudiés en 1881 et 1911

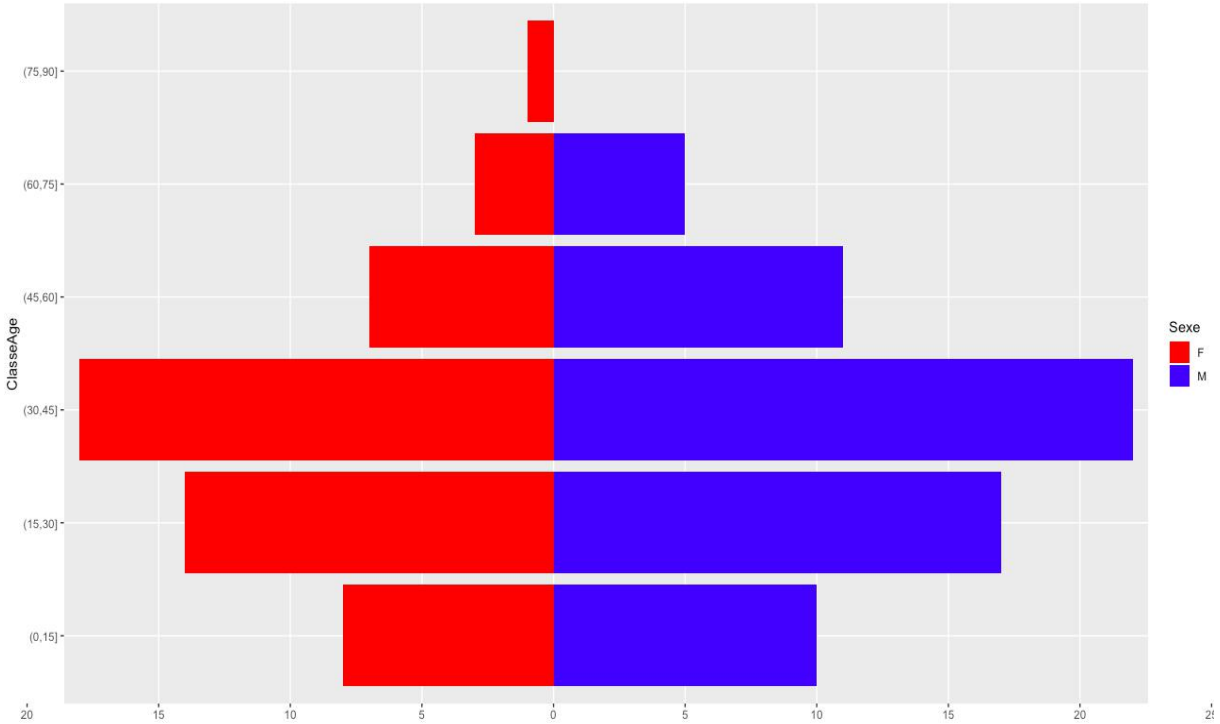
Note de lecture : En 1881, 25 % de la population des immeubles observés a moins de 4 ans. En 1911, 25 % de la population des immeubles observés a moins de 20 ans.

[43] VALLIN Jacques, *La population française*, Paris, La Découverte, 2001, p. 29.
[44] *Ibid*. p. 31.

Ainsi, c'est le recul de la part d'enfants en bas âge qui explique ce vieillissement relatif sur la période observée. Cette baisse peut être mise en lien avec les transformations des structures familiales, lesquelles sont prises en compte par les agents du dénombrement. En effet, si 72 % des individus dénombrés en 1881 appartenaient à une famille nucléaire avec enfants, ils ne sont plus que 41 % en 1911 et 28 % en 1921. Dans le même temps, la part des individus en couple sans enfants et isolés augmente, passant de 20 % en 1881 à 35 % en 1911. Cette évolution ne suit cependant pas un rythme uniforme selon les rues observées et semble liée à leurs activités dominantes. Ainsi c'est dans les immeubles situés rue de la Haie Coq que la part des individus isolés (tous des hommes, pour la plupart employés dans les mêmes usines) est la plus importante, puisqu'ils représentent 25 % de la population observée entre 1881 et 1921 contre 5 % rue Chapon et moins de 2 % sur la route de Flandre. Dans ce secteur de la Haie Coq, l'industrialisation progressive de la Plaine-Saint-Denis a favorisé l'arrivée de travailleurs isolés, logés dans des garnis ouvriers, et ainsi fait reculer la part des familles biparentales avec enfants.

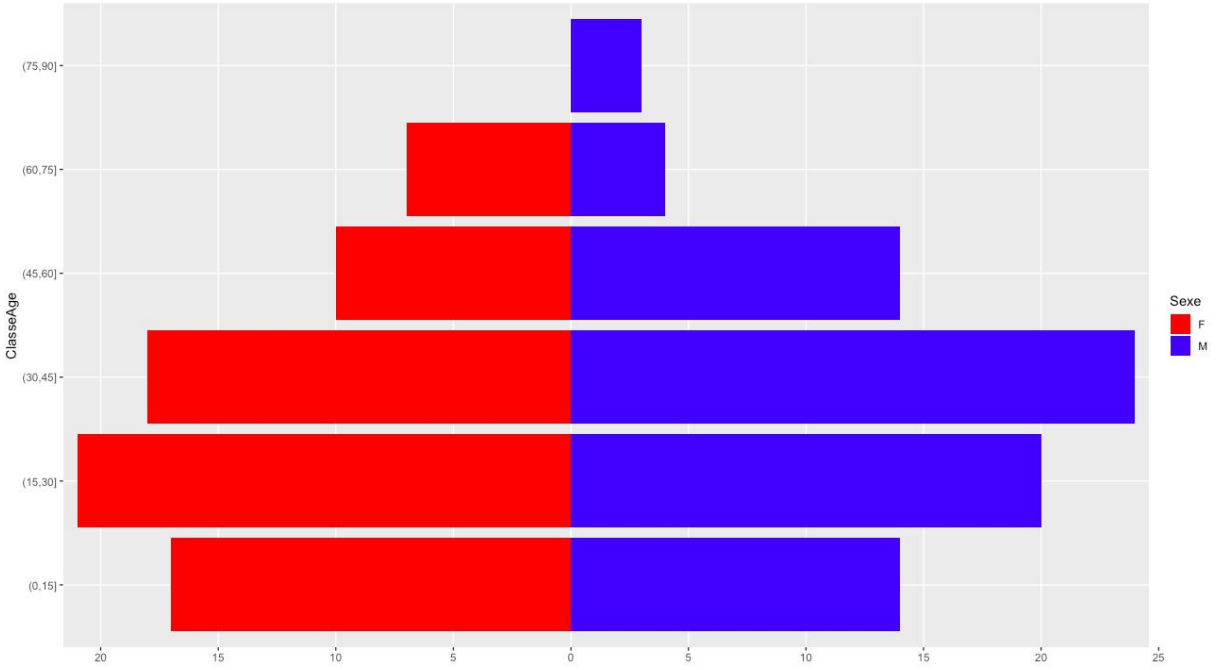
L'autre question démographique centrale est celle de l'impact de la Grande Guerre sur les populations observées, que le registre de 1921 permet de saisir. En effet, la saignée de 1914-1918 se reflète-t-elle dans la population des immeubles étudiés ? Le sex-ratio s'en trouve-t-il brusquement déséquilibré ? L'observation croisée de la distribution de la population selon le sexe et l'âge ne semble a priori pas indiquer de bouleversements majeurs.

Fig. 4 : Pyramide des âges de la population étudiée selon l'âge et le sexe en 1911



Note de lecture : En 1911, on compte 10 individus masculins âgés de 1 à 15 ans.

Fig. 5 : Pyramide des âges de la population étudiée selon l'âge et le sexe en 1921



Note de lecture : En 1921, on compte 20 individus masculins âgés de 15 à 30 ans.

Les catégories des hommes âgés de 15 à 45 ans, qui devraient être les plus touchées par les pertes liées au premier conflit mondial, semblent ne pas avoir subi de choc trop brutal, si on les compare aux femmes de même âge. Deux phénomènes semblent pouvoir expliquer cette relative stabilité : la plus grande protection dont ont bénéficié les populations ouvrières pendant le conflit (les fameux « affectés spéciaux »[45]) et le renouvellement rapide de la population d'Aubervilliers sous l'effet des migrations nationales et internationales après la guerre. Le retour des populations ouvrières du front afin de faire face au manque de main-d'œuvre industrielle est rendu possible par une loi adoptée le 26 juin 1915, à l'initiative du député Victor Dalbiez[46]. Cette loi permet de renvoyer à l'arrière comme « affectés spéciaux » des ouvriers qualifiés sans les démobiliser. Prévus pour être 50 000, ils sont dans les faits, environ 500 000 dont une bonne part vient des villes industrielles de la proche banlieue parisienne, à l'image d'Émile F., chaudronnier à la Courneuve, dont la « déclaration individuelle de mise à disposition de l'industrie privée », a été signée le 2 février 1916[47]. Ces deux effets, de protection pendant le conflit, et de renouvellement après 1918, peuvent en partie expliquer l'absence de choc démographique pour les immeubles étudiés.

[45] PROST Antoine, *Les anciens combattants et la société française, 1914-1939*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.
[46] Assemblée nationale, « dossier thématique 1914-1918 », http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/1914-1918.
[47] Archives municipales de La Courneuve, 4 H 30.

II.2. Entre mobilité et stabilité : le renouvellement des habitants

Dans une lithographie de 1827, intitulée *Le déménagement*, Louis Léopold Boilly représente une famille ouvrière parisienne chargeant toute ses possessions sur une charrette tirée par un cheval[48]. Cette scène ordinaire rend compte d'un type de mobilité résidentielle très fréquent au XIXe siècle en raison de difficultés d'accès à la propriété, de l'insalubrité des logements et de la nécessité d'être proche de son lieu de travail[49].

Fig. 6 : *Le déménagement,* d'après Boilly, 1827.

Si la question du logement ouvrier et des déménagements a très tôt intéressé les contemporains (comme Maurice Halbwachs[50] ou Arthur Raffalovich[51]), les historiens ont en revanche longtemps concentré leurs analyses sur la « grande mobilité » (migrations internationales et exode rural), du fait de la difficulté à mesurer les mobilités résidentielles intra-urbaines[52]. Comme l'écrit Claire Lévy-Vroélant, « en l'absence d'enregistrement des changements de domicile, on ne dispose en France d'aucune source longitudinale »[53]. Le suivi d'un groupe d'immeubles et de ses habitants à travers les registres de dénombrement permet cependant, dans une certaine mesure, d'appréhender ce phénomène en mesurant la part de ceux qui demeurent inscrits dans un même logement d'un recensement

[48] BOILLY Louis Léopold, *Le déménagement*, 1827, conservé au musée Carnavalet à Paris.
[49] LÉVY-VROELANT Claire, « A propos de la mobilité résidentielle au XIXe siècle : un espace à explorer », Paris, *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 59, 1993, p. 15-24.
[50] HALBWACHS Maurice, *La classe ouvrière et les niveaux de vie : recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Paris, Félix Alcan, 1912.
[51] RAFFALOVICH Arthur, *Le logement de l'ouvrier et du pauvre, (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Belgique)*, Paris, Librairie Guillaumin et Cie, 1887.
[52] COURGEAU Daniel, *Étude sur la dynamique, l'évolution et les conséquences des migrations. Trois siècles de mobilité spatiale en France*, Paris, UNESCO, 1983.
[53] LÉVY-VROELANT Claire, *op.cit.*

à l'autre (sans informations quant à la destination de ce déménagement toutefois). Ainsi, entre 1881 et 1921, la part des individus qui sont restés au moins dix ans dans leur logement est d'environ 10 %. Ce taux connaît des variations selon les décennies puisque seuls 7 % des habitants recensés en 1881 habitent encore leur logement en 1891, contre 13,5 % entre 1901 et 1911. Ces variations ne peuvent cependant apparaître comme le pur reflet des mobilités résidentielles puisque qu'il n'est par exemple pas possible de distinguer, à partir des listes nominatives de dénombrement, les déménagements des décès. Le taux de renouvellement des populations dans les différentes rues étudiées apparaît toutefois très important. Il semble proche des ordres de grandeur observés par Alain Faure dans ses travaux sur le XIIIe arrondissement de Paris à la fin du XIXe siècle[54], où il montre en effet que les hommes adultes âgés de 20 à 45 ans, majoritairement des ouvriers et journaliers, effectuent en moyenne un déménagement tous les 4 ans entre 1860 et 1880, ce qui le conduit à parler d'une « grande banalité du déplacement »[55]. Cette mobilité populaire importante fait généralement l'objet d'une grande méfiance de la part des classes dominantes qui cherchent alors à l'encadrer : « l'ouvrier imprévoyant et nomade devait être mis au pas – ou plutôt immobilisé – dans un habitat enfin normalisé, hiérarchisé et stabilisant »[56].

Cette « banalité du déplacement » ne semble cependant pas uniformément distribuée dans la population étudiée. En effet, si seulement 10 % des individus restent au moins dix ans dans leur logement entre 1881 et 1921, 20 % d'entre eux sont des petits commerçants alors même qu'ils ne représentent que 8 % de l'ensemble de la population étudiée[57]. Il y a donc une surreprésentation des petits commerçants parmi les individus que l'on peut qualifier de « stables ». Logiquement, la possession d'un commerce semble donc favoriser la sédentarité à Aubervilliers, puisque l'on peut supposer qu'au moins une partie de ces petits commerçants étudiés habitent dans un logement situé au premier étage de leur boutique et rattaché au même bail, à l'image de la famille L., marchands de toiles installés rue Chapon, seul ménage que l'on retrouve dans tous les registres étudiés. Henri L., âgé de 38 ans en 1881, vit alors en couple avec Anna G., tandis que leur fille Jeanne vient de naître. En 1891, ils habitent toujours rue Chapon, mais la famille s'est agrandie puisque le couple a eu deux filles dans l'intervalle, Marguerite et Juliette, âgées respectivement de 7 et 2 ans. En 1901, Juliette n'est pas recensée, ce qui peut indiquer un décès ou un départ du foyer. C'est dans le recensement de 1911 que l'on apprend que Henri et Anna sont tous les deux nés en Normandie, à Saint-Maurice-du-Désert et

[54] FAURE Alain, « Une génération de Parisiens à l'épreuve de la ville », *Bulletin du Centre d'Histoire de la France contemporaine, Hommage à Jeanne Gaillard* (7), 1986, pp. 157-173.
[55] *Ibid.* Claire Lévy-Vroelant propose quant à elle le chiffre d'un déménagement tous les cinq ans pour les ménages habitant Versailles entre 1830 et 1880 (LÉVY-VROÉLANT CLAIRE, « Séjourner à Versailles au XIXe siècle », Paris, *Annales de la recherche urbaine*, n° 41, 1989).
[56] LÉVY-VROELANT Claire, *op.cit*
[57] Cette corrélation est significative au seuil de 5% (test du khi-2).

Argentan, deux communes de l'Orne éloignées de 30 kilomètres l'une de l'autre. Dans *Les Territoires de la laine. L'industrie lainière en France au XIXe siècle*[58], Jean-Claude Daumas évoque les difficultés de l'industrie textile normande à la fin du XIXe siècle, notamment dans la région d'Elbeuf, qui poussent de nombreux travailleurs de la laine à quitter la région et à s'installer à Paris[59]. Dans ce contexte, on peut faire l'hypothèse que le choix du commerce textile de la famille L. à Aubervilliers est lié à cette origine normande du couple, qui leur permet de disposer facilement d'un réseau de fournisseurs. En 1911, ce sont désormais trois générations qui vivent sous le même toit puisqu'il est indiqué dans le registre qu'Anna – qui porte à présent le nom de son mari – et Henri ont une petite-fille, Renée F., âgée de 6 ans. Il s'agit probablement de la fille de Marguerite, dernière des filles de la famille L. à habiter avec ses parents. On retrouve ces quatre individus en 1921 : Henri a alors 78 ans, Anna 65, Marguerite 38 et Renée 16. Bien que Marguerite et Renée soient toujours indiquées « sans profession », il est très probable qu'elles aident à la gestion du commerce familial. Ainsi, malgré une mobilité très importante de la population albertivillarienne, certaines familles, notamment commerçantes, s'établissent durablement dans ce territoire. Elles sont aussi plus fréquemment implantées dans le centre-ville (rue Chapon) que dans la partie industrielle ou dans la zone de faubourg. En effet, dans les registres de 1891 à 1921, en moyenne, 34,6 % des ménages recensés de la rue Chapon en moyenne comptent un ou plusieurs membres qui étai(en)t déjà présent(s) dans le registre précédent, contre 13,3 % pour les ménages de la route de Flandre et 7,1 % pour ceux de la rue de la Haie Coq.

La faible sédentarité se mesure aussi à l'aune des origines géographiques des habitants des immeubles étudiés. Une part importante de ces individus est originaire de la Seine-banlieue : au moins 38,8 % de la population étudiée est née dans une commune du département de la Seine en 1911, et 30,9 % en 1921. La population étrangère, visible à partir de l'introduction de la catégorie de la nationalité en 1891, est présente de façon irrégulière, puisqu'il n'y qu'un seul étranger en 1901 soit moins d'1 % de la population étudiée, alors qu'ils représentent 21,3 % de la population en 1891. En moyenne, entre 1891 et 1921, la population étrangère représente 11,9 % des individus recensés.

[58] DAUMAS Jean-Claude, *Les Territoires de la laine. L'industrie lainière en France au XIXe siècle*, Villeneuve d'Ascq, PU du Septentrion, 2004.
[59] *Ibid.*

Fig. 7 : Répartition des nationalités entre 1891 et 1921[60]

Rue / Nationalité	Rue Chapon	Route de Flandre	Rue de la Haie Coq	Total
Allemande			1	1
Belge	12	1	2	15
Espagnole	14			14
Française	100	134	151	385
Italienne			1	1
Luxembourgeoise			17	17
Russe			1	1
Suisse			3	3
Population totale	126	135	176	437

Les nationalités représentées sont similaires à celles identifiées par Jean-Paul Brunet pour la ville de Saint-Denis à la même époque, relevant que « ce qui fait l'originalité de Saint-Denis et de certaines communes industrielles comme Aubervilliers, par rapport à la moyenne départementale, ne réside pas dans le poids globale de cette population étrangère, mais dans sa répartition par nationalité : les Italiens, déjà nombreux dans les années 1890, en forment 29 % en 1926 ; les Espagnols étaient au contraire en nombre très réduit avant la guerre : l'appel de main-d'œuvre nécessité par la production d'armements commença à en gonfler les effectifs à partir de 1916-1917 et ce flux d'immigration continua jusqu'en 1926, date à laquelle les Espagnols constituaient 37 % de la population étrangère de Saint-Denis (contre 11,9 % dans l'ensemble du département). A la différence des Belges, des Suisses ou des Russes, les Italiens et les Espagnols constituaient une main-d'œuvre sans qualification, employée dans les grands établissements métallurgiques et chimiques de la ville. Beaucoup étaient célibataires, les autres à la tête de familles nombreuses. S'assimilant peu au milieu d'accueil, ils restaient groupés dans certains quartiers »[61]. En effet, en 1921, le numéro 1 de la rue Chapon est occupé par quatorze Espagnols, répartis en trois ménages, dont la plupart sont ouvriers et manœuvres. A cette date, la présence étrangère dans les espaces étudiés se résume à ces trois familles, ainsi qu'à deux familles belges, dont l'une est également installée rue Chapon. Aux autres dates, dans cet immeuble, on ne trouve qu'un ménage de sept belges en 1901. La présence d'une population étrangère mobile

[60] Il s'agit ici de 437 individus différents, les individus présents dans plusieurs registres n'ayant été notés qu'une seule fois. Il n'existe qu'un seul cas de changement de nationalité dans les registres étudiés : les individus de la famille K., résidant au 39 rue de la Haie Coq, sont recensés comme luxembourgeois en 1891 et ont été naturalisés français entre 1891 et 1901. Ils sont ici comptés parmi les luxembourgeois, première nationalité sous laquelle ils sont recensés.

[61] BRUNET Jean-Paul, DUPONT Jean-Yves et REBERIOUX Madeleine, *Saint-Denis, la ville rouge: socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980.

s'observe également rue de la Haie Coq, où l'on trouve dix-sept Luxembourgeois et un Russe en 1891, puis cinq travailleurs isolés, suisses, italien et allemand, en 1911. Si la relative absence d'étrangers route de Flandre peut paraitre étonnante au vu de l'histoire longue d'immigration dans le quartier des Quatre Chemins, surnommé « la petite Prusse », elle peut sans doute s'expliquer par le regroupement des ménages dans les mêmes immeubles. Pour l'entre-deux-guerres, Antoine Prost trouve en moyenne 13 % d'étrangers rue de la Goutte d'Or et 9,7 % rue Polonceau, avec une légère augmentation sur les dix années étudiées, soit des ordres de grandeur assez similaires à ce que l'on trouve ici, bien qu'il constate que ces chiffres sont relativement élevés par rapport à d'autres études faites notamment sur le quartier du Père Lachaise[62].

[62] PROST Antoine, *op. cit.*

Conclusion

L'étude des registres de dénombrement albertivillariens nous permet de dresser une ébauche de portrait de ces trois ensembles d'immeubles. Tous sont affectés par les mêmes phénomènes majeurs que sont l'industrialisation massive et l'urbanisation précipitée de la ville à partir de la fin du XIXe siècle, qui conduisent notamment à une prédominance majeure de la population ouvrière et à un turn-over particulièrement élevé dans tous les immeubles étudiés. Les immeubles de la rue Chapon, de la rue de la Haie Coq et de la route de Flandre possèdent cependant chacun leurs compositions sociales propres. Au-delà de la sécheresse apparente des informations données par ces sources administratives, l'analyse quantitative permet ainsi de révéler les particularités de ces immeubles qui, s'ils appartiennent à un ensemble urbain continu, sont pris dans des logiques spatiales et sociales différentes.

A partir de ces premières informations, l'utilisation de sources supplémentaires (registres de commerces, cadastre…) pourrait permettre d'affiner cette première image de ces différents immeubles, des types d'habitats qu'ils recouvrent et donc des habitants et sociabilités qui pourraient les caractériser. Il s'agirait ici de tenter de mieux replacer ces lieux d'habitations dans leurs contextes respectifs, tout en interrogeant les notions même de « quartier »[63] et de « culture de quartier » qui tendent à créer des délimitations entre les différents sous-espaces urbains dans les imaginaires communs, et de voir l'écart éventuel avec la réalité de la population d'Aubervilliers à cette époque.

[63] SAUNIER Pierre-Yves, « La ville en quartiers : découpages de la ville en histoire urbaine », *Genèses. Sciences sociales et histoire* 15 (1), 1994, pp. 103-114. En ligne: <https://doi.org/10.3406/genes.1994.1234>.

Bibliographie

Aubervilliers, du bourg rural à la ville industrielle, Aubervilliers, 1986. Catalogue de l'exposition « Aubervilliers avant-après au XIXe siècle", Espace Renaudie, 13 décembre 1986-31 janvier 1987.

ARDOUIN-DUMAZET Victor-Eugène, *Voyage en France. 65, Banlieue parisienne. 2, Région nord et nord-est. Deuxième partie, Plaine des vertus, Plaine Saint-Denis, le Pays de France, Forêt et vallée de Montmorency, la Boucle d'Argenteuil*, Paris, 1921.

BACKOUCHE Isabelle, « Mesurer le changement urbain à la périphérie parisienne. Les usages du Bassin de La Villette au XIXe siècle », *Histoire & mesure* XXV (XXV-1), 2010, pp. 47-86. En ligne: <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.3929>.

BASTIE Jean, *La croissance de la banlieue parisienne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1964.

BATTAGLIOLA Françoise, *Histoire du travail des femmes*, Paris, Éditions la Découverte, 2008.

BELLANGER Emmanuel, « La traversée historique du Grand Paris », *Mouvements* n° 74 (2), 2013, pp. 52-62.

BONNEFF Léon et DUSSERT Éric, *Aubervilliers*, Talence, L'Arbre vengeur, 2018.

BRUNET Jean-Paul, « Constitution d'un espace urbain : Paris et sa banlieue de la fin du XIXe siècle à 1940 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 40 (3), 1985, JSTOR, pp. 641-659.

BRUNET Jean-Paul, DUPONT Jean-Yves et REBERIOUX Madeleine, *Saint-Denis, la ville rouge: socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980.

CHADEAU Ann, FOUQUET Annie et THELOT Claude, « Peut-on mesurer le travail domestique ? », *Economie et Statistique* 136 (1), 1981, pp. 29-42. En ligne: <https://doi.org/10.3406/estat.1981.4521>.

COURGEAU Daniel, *Étude sur la dynamique, l'évolution et les conséquences des migrations. II, Trois siècles de mobilité spatiale en France*, Paris, UNESCO, 1983.

DAUMAS Jean-Claude, *Les territoires de la laine : histoire de l'industrie lainière en France au XIXe siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

DESROSIERES Alain et THEVENOT Laurent, *Les catégories socio-professionnelles*, Paris, Éditions la Découverte, 2002.

DESSAIN Jacques, FATH Claude et KARMAN Jean-Jacques, *Histoire des rues d'Aubervilliers: du n°1 (rue Achille Domart) au n°39 (rue du Colonel Fabien)*, Aubervilliers, Société de l'histoire et de la vie à Auberbilliers, 1984.

FAURE Alain, *Les premiers banlieusards: aux origines des banlieues de Paris, 1860-1940*, Paris, Créaphis, 1991.

FAURE Alain, « Une génération de Parisiens à l'épreuve de la ville », *Bulletin du Centre d'Histoire de la France contemporaine, Hommage à Jeanne Gaillard* (7), 1986, pp. 157-173.

FOURCAUT Annie, « Les banlieues populaires ont aussi une histoire », *Revue Projet* n° 299 (4), 2007, pp. 7-15.

FOURCAUT Annie et PROST Antoine, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions ouvrières : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

GAULIN Chantal, « Horticulteurs et maraîchers parisiens de la seconde moitié du XIXe siècle à la première guerre mondiale », *Journal d'agriculture traditionnelle et de botanique appliquée* 34 (1), 1987, pp. 113-123. En ligne: <https://doi.org/10.3406/jatba.1987.3967>.

GIRAULT Jacques, « Aperçus sur le logement populaire en région parisienne (XIXe-XXe siècles) . Introduction », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* (98), 2006, pp. 9-13.

HALBWACHS Maurice, *La classe ouvrière et les niveaux de vie: recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Thèse doctorat, Paris, Université de Paris, 1912.

LEMERCIER Claire et ZALC Claire, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, Éditions la Découverte, 2010.

LEVY-VROELANT Claire, « A propos de la mobilité résidentielle au XIXe siècle : un espace à explorer », *Les Annales de la Recherche Urbaine* 59 (1), 1993, pp. 15-24. En ligne: <https://doi.org/10.3406/aru.1993.1723>.

LILLO Natacha, *La Petite Espagne de la Plaine-Saint-Denis: 1900-1980*, Paris, Éditions Autrement, 2004.

PROST Antoine, « Des registres aux structures sociales en France. Réflexions sur la méthode », *Le Mouvement Social* 246 (1), 2014, pp. 97-117. En ligne: <https://doi.org/10.3917/lms.246.0097>.

PROST Antoine, « La rue de la Goutte-d'Or et la rue Polonceau entre les deux guerres », *Le Mouvement social* (182), 1998, JSTOR, pp. 9-27. En ligne: <https://doi.org/10.2307/3779182>.

PROST Antoine, *Les anciens combattants et la société française 1914-1939*, 3 vol., Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977.

RAFFALOVITCH Arthur, *Le logement de l'ouvrier et du pauvre : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Belgique*, Paris, Guillaumin, 1887.

SAUNIER Pierre-Yves, « La ville en quartiers : découpages de la ville en histoire urbaine », *Genèses. Sciences sociales et histoire* 15 (1), 1994, pp. 103-114. En ligne: <https://doi.org/10.3406/genes.1994.1234>.

SCHWEITZER Sylvie, *Les femmes ont toujours travaillé : une histoire de leurs métiers, XIXe et XXe siècle*, Paris, Editions Odile Jacob, 2002.

VALLIN Jacques, *La population française*, Paris, Éditions la Découverte, 2001.

ZALC Claire, « Petits entrepreneurs étrangers en ville. Localisations urbaines, réseaux migratoires et solidarités professionnelles dans la Seine pendant l'entre-deux-guerres », *Histoire urbaine* n° 4 (2), 2001, pp. 67-82.

Annexes : Répartition socioprofessionnelle (pour les individus de plus de 13 ans)

1. Sur l'ensemble de la population étudiée

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Bourgeoisie	2				
Classe moyenne de capacité				1	1
Classe moyenne d'entreprise					4
Couturiers, tailleurs, domestiques	2	6	2	2	7
Cultivateurs et métiers agricoles	4	11	2		1
Employés	3	1	1	1	
Employés à statut et petits fonctionnaires			1	1	
Employés de bureau	1		1	2	
Employés de commerce			1		5
Inactifs	13	20	29	25	35
Journaliers	8	13	18	38	21
NA			1	1	
Ouvriers et manœuvres	7	11	16	11	29
Petits cadres et gens de métier	3	11	9	5	13
Petits commerçants	10	11	8	11	9
Peuple de la rue	1	4	4	2	1
Retraités		1			
TOTAL	54	89	93	100	126

Annexe 1.1 : Répartition socioprofessionnelle (en nombre d'individus)

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Bourgeoisie	3,7	0	0	0	0
Classe moyenne de capacité	0	0	0	1,0	0,8
Classe moyenne d'entreprise	0	0	0	0	3,2
Couturiers, tailleurs, domestiques	3,7	6,7	2,2	2,0	5,6
Cultivateurs et métiers agricoles	7,4	12,4	2,2	0	0,8
Employés	5,6	1,1	1,1	1,0	0
Employés à statut et petits fonctionnaires	0	0	1,1	1,0	0
Employés de bureau	1,9	0	1,1	2,0	0
Employés de commerce	0	0	1,1	0	4,0
Inactifs	24,1	22,5	31,2	25,0	27,8
Journaliers	14,8	14,6	19,4	38,0	16,7
NA	0	0	1,1	1,0	0
Ouvriers et manœuvres	13,0	12,4	17,2	11,0	23,0
Petits cadres et gens de métier	5,6	12,4	9,7	5,0	10,3
Petits commerçants	18,5	12,4	8,6	11,0	7,1
Peuple de la rue	1,9	4,5	4,3	2,0	0,8
Retraités	0	1,1	0	0	0
TOTAL	100	100	100	100	100

Annexe 1.2 : Répartition socioprofessionnelle (en pourcentage)

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Bourgeoisie	4,9	0	0	0	0
Classe moyenne de capacité	0	0	0	1,3	1,1
Classe moyenne d'entreprise	0	0	0	0	4,4
Couturiers, tailleurs, domestiques	4,9	8,8	3,1	2,7	7,7
Cultivateurs et métiers agricoles	9,8	16,2	3,1	0	1,1
Employés	7,3	1,5	1,6	1,3	0
Employés à statut et petits fonctionnaires	0	0	1,6	1,3	0
Employés de bureau	2,4	0	1,6	2,7	0
Employés de commerce	0	0	1,6	0	5,5
Journaliers	19,5	19,1	28,1	50,7	23,1
NA	0	0	1,6	1,3	0
Ouvriers et manœuvres	17,1	16,2	25,0	14,7	31,9
Petits cadres et gens de métier	7,3	16,2	14,1	6,7	14,3
Petits commerçants	24,4	16,2	12,5	14,7	9,9
Peuple de la rue	2,4	5,9	6,3	2,7	1,1
TOTAL	100	100	100	100	100

Annexe 1.3 : Répartition socioprofessionnelle des actifs (en pourcentage)

2. Dans les immeubles n°1-5 de la rue Chapon

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Bourgeoisie	2				
Couturiers, tailleurs, domestiques	1	2	1		5
Cultivateurs et métiers agricoles	4	10	1		1
Employés			1		
Inactifs			11	7	12
Journaliers	3	5	6	10	10
Ouvriers et manœuvres	1	4	4	4	10
Petits cadres et gens de métier		1	2	1	7
Petits commerçants	4	6	4	4	2
Peuple de la rue			2	1	
TOTAL	15	28	32	27	47

Annexe 2.1 : Répartition socioprofessionnelle (en nombre d'individus)

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Bourgeoisie	13,3	0	0	0	0
Couturiers, tailleurs, domestiques	6,7	7,1	3,1	0	10,6
Cultivateurs et métiers agricoles	26,7	35,7	3,1	0	2,1
Employés	0	0	3,1	0	0
Inactifs de plus de 13 ans	0	0	34,4	25,9	25,5
Journaliers	20,0	17,9	18,8	37,0	21,3
Ouvriers et manœuvres	6,7	14,3	12,5	14,8	21,3
Petits cadres et gens de métier	0	3,6	6,3	3,7	14,9
Petits commerçants	26,7	21,4	12,5	14,8	4,3
Peuple de la rue	0	0	6,3	3,7	0
TOTAL	100	100	100	100	100

Annexe 2.2 : Répartition socioprofessionnelle (en pourcentage)

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Bourgeoisie	13,3	0	0	0	0
Couturiers, tailleurs, domestiques	6,7	7,1	4,8	0	14,3
Cultivateurs et métiers agricoles	26,7	35,7	4,8	0	2,9
Employés	0	0	4,8	0	0
Journaliers	20,0	17,9	28,6	50,0	28,6
Ouvriers et manœuvres	6,7	14,3	19,0	20,0	28,6
Petits cadres et gens de métier	0	3,6	9,5	5,0	20,0
Petits commerçants	26,7	21,4	19,0	20,0	5,7
Peuple de la rue	0	0	9,5	5,0	0
TOTAL	100	100	100	100	100

Annexe 2.3 : R Répartition socioprofessionnelle des actifs (en pourcentage)

3. Dans l'immeuble n°23 de la route de Flandre

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Classe moyenne de capacité				1	
Couturiers, tailleurs, domestiques	1	3	1	2	1
Employés	2		1		
Employés à statut et petits fonctionnaires			1	1	
Employés de bureau	1		1	1	
Employés de commerce					4
Inactifs	10	9	11	8	10
Journaliers	5	3	4	1	1
NA			1	1	
Ouvriers et manœuvres	6	2	9	3	5
Petits cadres et gens de métier	1	2	2	3	
Petits commerçants	4	4	2	4	5
Peuple de la rue	1	3		1	
Retraités		1			
TOTAL	31	27	33	26	26

Annexe 3.1 : Répartition socioprofessionnelle (en nombre d'individus)

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Classe moyenne de capacité	0	0	0	3,8	0
Couturiers, tailleurs, domestiques	3,2	11,1	3,0	7,7	3,8
Employés	6,5	0	3,0	0	0
Employés à statut et petits fonctionnaires	0	0	3,0	3,8	0
Employés de bureau	3,2	0	3,0	3,8	0
Employés de commerce	0	0	0	0	15,4
Inactifs	32,3	33,3	33,3	30,8	38,5
Journaliers	16,1	11,1	12,1	3,8	3,8
NA	0	0	3,0	3,8	0
Ouvriers et manœuvres	19,4	7,4	27,3	11,5	19,2
Petits cadres et gens de métier	3,2	7,4	6,1	11,5	0
Petits commerçants	12,9	14,8	6,1	15,4	19,2
Peuple de la rue	3,2	11,1	0	3,8	0
Retraités	0	3,7	0	0	0
TOTAL	100	100	100	100	100

Annexe 3.2 : Répartition socioprofessionnelle (en pourcentage)

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Classe moyenne de capacité	0	0	0	5,6	0
Couturiers, tailleurs, domestiques	4,8	17,6	4,5	11,1	6,3
Employés	9,5	0	4,5	0	0
Employés à statut et petits fonctionnaires	0	0	4,5	5,6	0
Employés de bureau	4,8	0	4,5	5,6	0
Employés de commerce	0	0	0	0	25,0
Journaliers	23,8	17,6	18,2	5,6	6,3
NA	0	0	4,5	5,6	0
Ouvriers et manœuvres	28,6	11,8	40,9	16,7	31,3
Petits cadres et gens de métier	4,8	11,8	9,1	16,7	0
Petits commerçants	19,0	23,5	9,1	22,2	31,3
Peuple de la rue	4,8	17,6	0	5,6	0
TOTAL	100	100	100	100	100

Annexe 3.3 : Répartition socioprofessionnelle des actifs (en pourcentage)

4. Dans les immeubles n°39-43 de la rue de la Haie Coq

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Classe moyenne de capacité					1
Classe moyenne d'entreprise					4
Couturiers, tailleurs, domestiques		1			1
Cultivateurs et métiers agricoles		1	1		
Employés		1		1	
Employés de bureau				1	
Employés de commerce					1
Inactifs	2	11	7	10	13
Journaliers		5	8	27	10
Ouvriers et manœuvres		5	3	4	14
Petits cadres et gens de métier	2	8	5	1	6
Petits commerçants	2	1	2	3	2
Peuple de la rue		1	2		1
TOTAL	6	34	28	47	53

Annexe 4.1 : Répartition socioprofessionnelle (en nombre d'individus)

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Classe moyenne de capacité	0	0	0	0	1,9
Classe moyenne d'entreprise	0	0	0	0	7,5
Couturiers, tailleurs, domestiques	0	2,9	0	0	1,9
Cultivateurs et métiers agricoles	0	2,9	3,6	0	0
Employés	0	2,9	0	2,1	0
Employés de bureau	0	0	0	2,1	0
Employés de commerce	0	0	0	0	2
Inactifs	33,3	32,4	25,0	21,3	24,5
Journaliers	0	14,7	28,6	57,4	18,9
Ouvriers et manœuvres	0	14,7	10,7	8,5	26,4
Petits cadres et gens de métier	33,3	23,5	17,9	2,1	11,3
Petits commerçants	33,3	2,9	7,1	6,4	3,8
Peuple de la rue	0	2,9	7,1	0	1,9
TOTAL	100	100	100	100	100

Annexe 4.2 : Répartition socioprofessionnelle (en pourcentage)

Année / Groupe social	1881	1891	1901	1911	1921
Classe moyenne de capacité	0	0	0	0	2,5
Classe moyenne d'entreprise	0	0	0	0	10,0
Couturiers, tailleurs, domestiques	0	4,3	0	0	2,5
Cultivateurs et métiers agricoles	0	4,3	4,8	0	0
Employés	0	4,3	0	2,7	0
Employés de bureau	0	0	0	2,7	0
Employés de commerce	0	0	0	0	2,5
Journaliers	0	21,7	38,1	73,0	25,0
Ouvriers et manœuvres	0	21,7	14,3	10,8	35,0
Petits cadres et gens de métier	50,0	34,8	23,8	2,7	15,0
Petits commerçants	50,0	4,3	9,5	8,1	5,0
Peuple de la rue	0	4,3	9,5	0	2,5
TOTAL	100	100	100	100	100

Annexe 4.3 : Répartition socioprofessionnelle des actifs (en pourcentage)